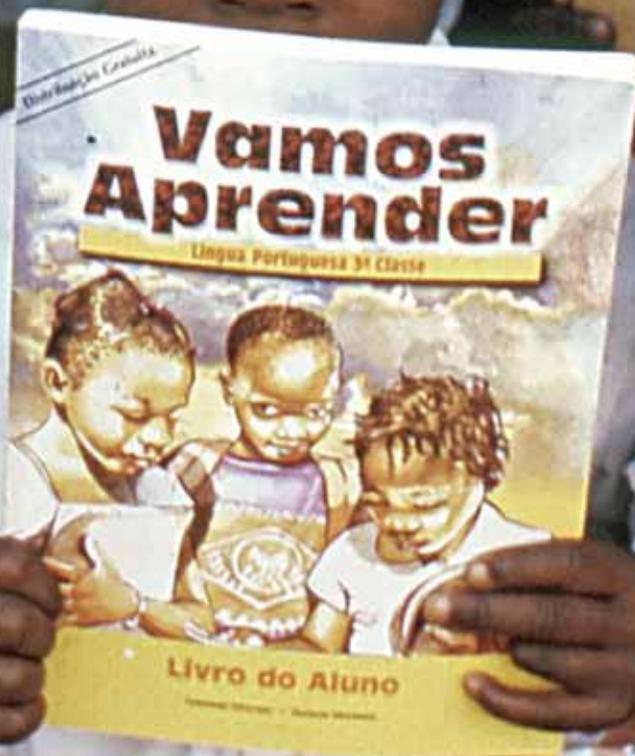




# LE CANADA ET LE MOZAMBIQUE UN PARTENARIAT POUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT







**LE CANADA ET LE  
MOZAMBIQUE**

**UN PARTENARIAT POUR  
LA COOPÉRATION AU  
DÉVELOPPEMENT**

**CADRE DE PROGRAMMATION-PAYS**

**Agence canadienne de développement international (ACDI)**

200, promenade du Portage  
Gatineau (Québec) K1A 0G4  
Canada

Téléphone :

(819) 997-5006 1 800 230-6349 (sans frais)

Ligne pour les malentendants et les personnes  
ayant des difficultés d'élocution :

(819) 953-5023 1 800 331-5018 (sans frais)

Télécopieur : (819) 953-6088

Site Web : [www.acdi.gc.ca](http://www.acdi.gc.ca)

Courriel : [info@acdi-cida.gc.ca](mailto:info@acdi-cida.gc.ca)

Novembre 2004

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2004

N° de catalogue CD4-18/2004F-PDF

ISBN 0-662-78465-0

Photo de la page couverture : © ACDI/John Robinson

Photo de la page titre : © ACDI/Bruce Paton



Imprimé au Canada

# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	1
<b>CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT</b>	2
Situation économique	3
Situation politique	4
Acteur régional	4
Défis du développement	5
<b>L'ENGAGEMENT DU MOZAMBIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT</b>	6
<b>POURQUOI LE MOZAMBIQUE ?</b>	7
<b>CE QUE FAIT L'ACDI</b>	8
Éducation	8
Agriculture et développement rural	10
VIH/sida	12
Gouvernance	15
Intégration : égalité entre les sexes, lutte contre le VIH/sida, développement des capacités, environnement	15



# INTRODUCTION

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a élaboré un nouveau cadre de programmation-pays afin de renouveler l'engagement du Canada à appuyer le gouvernement du Mozambique dans l'application de sa stratégie de réduction de la pauvreté. Le cadre a été conçu à la suite de vastes consultations avec le gouvernement du Mozambique et avec des partenaires canadiens et mozambicains. Le présent document résume les orientations de la programmation de l'ACDI, telles qu'elles sont définies dans le cadre de programmation-pays pour le Mozambique.

*Le cadre de programmation-pays est un document de politique qui définit les domaines d'intervention de l'ACDI au Mozambique de 2004 à 2009. Il tient compte des priorités en matière de développement définies par le gouvernement du Mozambique et constitue le programme de développement international du Canada au Mozambique. Il a été élaboré à la suite de nombreuses consultations avec le gouvernement du Mozambique, ainsi qu'avec des partenaires canadiens et mozambicains.*

Le programme bilatéral de l'ACDI sera axé sur :

- l'éducation;
- l'agriculture et le développement rural;
- la lutte contre le VIH/sida;
- la gouvernance.

L'égalité entre les sexes, la lutte contre le VIH/sida, le développement des capacités et la protection de l'environnement font partie intégrante des initiatives, compte tenu de leur incidence sur la réussite du programme de développement.

L'ACDI collabore également avec diverses institutions multilatérales qui jouent un rôle clé dans la prestation de l'aide au développement, par exemple sur le plan de l'aide humanitaire d'urgence ou de la sécurité alimentaire en cas de crise. Les institutions multilatérales jouent également un rôle important au chapitre de la coordination entre les donateurs et de l'harmonisation des politiques des donateurs.

En outre, l'ACDI appuie un grand nombre de partenaires canadiens travaillant au Mozambique, qui s'intéressent surtout au développement des capacités de la société civile ainsi qu'aux régions et aux populations défavorisées.

# CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT

Ancienne colonie portugaise, le Mozambique a bénéficié de plus de 12 ans de stabilité politique soutenue après avoir connu des décennies de conflit, lié tout d'abord à la lutte pour l'indépendance (acquise en 1975), puis à une guerre civile particulièrement dévastatrice qui a pris fin en 1992. Cette longue période de conflit a pratiquement détruit le Mozambique, qui n'a sauvé qu'un nombre restreint d'infrastructures, de ressources humaines et d'institutions.

Le Mozambique a déjà été considéré comme le pays le plus pauvre au monde. Avec l'aide de la communauté internationale, il a fait de remarquables progrès depuis la fin du conflit, surtout sur le plan de la stabilité et

de la croissance économiques. Même si les revenus ont augmenté considérablement, la plupart des Mozambicains vivent toujours dans l'extrême pauvreté.

Bien qu'elle soit relativement stable, la situation politique au Mozambique demeure fragile. Les progrès en matière de développement ne sont réalisés ni facilement ni rapidement. Il a fallu, et il faudra encore, un ferme engagement et des efforts immenses de la part du pays, ainsi qu'un soutien continu de la communauté internationale, pour réduire la pauvreté, préserver la stabilité et faire réellement progresser le développement humain.

<b>Aperçu : le Mozambique</b>	
Population :	18,4 millions
PIB/habitant :	210 \$US
Croissance économique :	8,3 %
Croissance démographique :	2,1 %
Espérance de vie :	42 ans
Taux d'alphabétisation :	42 % (hommes, 60 %; femmes, 28 %)
Taux d'infection au VIH/sida :	13,6 %
Indice du développement humain (IDH)/rang :	171/177

Source : Banque mondiale (2003) et PNUD (2004)

## Situation économique

Après avoir acquis son indépendance, le Mozambique a adopté une planification économique centralisée, à l'instar de nombreux pays africains voisins. Cependant, l'absence de progrès sociaux et économiques, et la résistance de la part des régions rurales, ont amené le pays à mettre en œuvre un programme de réforme et de libéralisation économiques.

De 1995 à 2000, le rendement économique du Mozambique s'est accru considérablement; le pays a atteint une stabilité économique et un taux de croissance annuel moyen de 10 %. La paix, la démocratie, la libéralisation et des politiques monétaires et financières prudentes expliquent le fait que le taux de croissance se situe bien au-dessus de la moyenne africaine et qu'il est l'un des plus élevés au monde.



© ACDI/Bruce Paton

Malgré une baisse attribuable à des inondations en 2000, le taux de croissance a quand même atteint 9 % de 1997 à 2002, en raison surtout d'un mégaprojet de construction (électricité et aluminium), d'un accroissement de l'investissement étranger et d'une forte production agricole. Pour les cinq prochaines années, on prévoit des taux variant de 7 % à 12 % par année. Le taux d'inflation, qui a grimpé à la suite des inondations de 2000 et de 2002, devrait diminuer pour passer à moins de 10 % d'ici 2005.

## Situation politique

Malgré ses faiblesses, le Mozambique est considéré comme l'un des pays africains les plus solides sur le plan de la gouvernance. Cette réputation tient largement à la capacité du pays de maintenir la paix après plusieurs années de conflit, de conserver une croissance économique rapide et d'atteindre systématiquement les objectifs établis par la communauté internationale. Le gouvernement a récemment pris d'autres mesures pour lutter contre la corruption, par exemple en actualisant la stratégie de lutte contre la corruption et en établissant une unité vouée à cette fin. De même, il a mis en œuvre une nouvelle réforme des pratiques et des politiques dans des domaines sensibles comme la

police et le système judiciaire, la gestion des finances publiques, et l'administration douanière et fiscale.

Malgré ces progrès, le Mozambique ne possède toujours pas les institutions nécessaires pour garantir une gouvernance saine et durable. Par exemple, le pays ne dispose pas d'un système juridique solide, d'un système judiciaire indépendant, d'une force policière professionnelle, d'une démocratie multipartite ou de mécanismes de protection des droits. En outre, malgré la transition pacifique qui s'est opérée après le conflit, on doute qu'une réelle réconciliation se soit produite ou que le Mozambique puisse composer avec des idéaux et des mouvements politiques opposés.

## Acteur régional

Au sortir du conflit, le Mozambique est devenu un acteur régional et panafricain essentiel, en particulier sur le plan des initiatives touchant la diplomatie et la paix. En tant que pays ayant connu la stabilité après un conflit civil dévastateur, le Mozambique a joué un rôle majeur dans la résolution de conflit en Angola, au Zimbabwe et en République démocratique du Congo.

Voici d'autres rôles importants qu'ont joués le Mozambique et ses dirigeants dans la région :

- En novembre 1995, le Mozambique est devenu le 53<sup>e</sup> membre du Commonwealth, et à la mi-1996, il était l'un des membres fondateurs de la *Comunidade dos Países de Língua Portuguesa* (CPLP), la communauté des pays de langue portugaise.
- En août 2001, le président du Mozambique a assumé pour un an la présidence de l'unité sur la politique, la défense et la sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).
- En 2001, le Mozambique a joué un rôle clé dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).
- En juillet 2003, le Mozambique a assumé la présidence (2003-2004) de l'Union africaine (UA) et il a été l'hôte du Sommet de l'UA en juillet 2003.
- En décembre 2003, les dirigeants du Mozambique et du Canada étaient au nombre des dirigeants du Commonwealth qui ont été choisis lors de la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth à Abuja, au Nigéria, pour s'entendre sur la décision de maintenir la suspension du Zimbabwe au sein des conseils du Commonwealth.

## Défis du développement

Malgré les gains acquis, le Mozambique demeure fragile et continue d'affronter des problèmes majeurs :

- sur le plan politique (les divisions nord-sud, le rôle du parti de l'opposition au sein d'un système auparavant à parti unique, l'inégalité entre les sexes, le manque de capacités);
- sur le plan économique (une croissance axée sur les investisseurs, le manque de capacités aggravé par la pandémie de VIH/sida, l'inégalité entre les sexes, la sous-utilisation des ressources agricoles, la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles);
- sur le plan social (la disparité de revenus, les disparités régionales, le manque d'éducation, l'inégalité entre les sexes, le VIH/sida);
- sur le plan environnemental (la vulnérabilité face aux sécheresses et aux inondations que peuvent aggraver les changements climatiques).

# L'ENGAGEMENT DU MOZAMBIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT

La poursuite d'une réforme, de façon indépendante et anticipée, est une caractéristique du gouvernement mozambicain, qui est mise en évidence depuis peu dans son cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), soit le plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue (PARPA en portugais). Contrairement à de nombreux autres pays dont les CSLP sont élaborés et pilotés par

des organisations internationales, le Mozambique a conçu et développé sa propre stratégie. Il est l'un des premiers pays à le faire. Bien que le CSLP soit ambitieux, on lui a réservé un accueil favorable, et on a félicité le Mozambique pour son engagement à l'égard des priorités énoncées ici, qui reprennent étroitement les Objectifs de développement du millénaire.

## *Objectifs de développement du millénaire*

Lors du Sommet du millénaire des Nations Unies, tenu en septembre 2000, des dirigeants mondiaux ont convenu de certains objectifs afin de guider et de coordonner les initiatives de développement international. Les Objectifs de développement du millénaire sont les suivants :

- réduire l'extrême pauvreté et la faim;
- assurer l'éducation primaire pour tous;
- promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes;
- réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans;
- améliorer la santé maternelle;
- combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies;
- assurer un environnement durable;
- mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Ces objectifs sont liés à des cibles mesurables, comme la réduction de moitié de la proportion de la population qui vit avec moins d'un dollar par jour, la réduction de moitié de la population qui n'a pas accès à de l'eau potable, et la réduction des deux tiers du taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans d'ici 2015.

## POURQUOI LE MOZAMBIQUE ?

Le Mozambique est un partenaire de plus en plus important pour l'ACDI. En 2002, dans le cadre de son engagement à renforcer l'efficacité de l'aide au développement, l'ACDI a décidé de concentrer son aide sur un nombre restreint de pays, surtout ceux qui présentent les plus grands besoins et qui montrent un solide engagement à l'égard de leur propre développement. En décembre 2002, le Canada a annoncé que le Mozambique constituerait un pays de concentration au regard du futur programme canadien d'aide au développement, et qu'il bénéficierait d'un financement accru dans certains secteurs.

Le programme-pays est tout à fait conforme aux principes du renforcement de l'efficacité de l'aide au développement. S'alignant sur la stratégie du gouvernement du Mozambique, le Canada apportera son aide au moyen d'un ensemble équilibré de contributions à des « fonds communs » créés avec d'autres donateurs, et appuiera des projets décentralisés qui ont pour cible les personnes les plus vulnérables. Ces initiatives seront menées en fonction des priorités et des programmes sectoriels du gouvernement du Mozambique, tels qu'ils sont définis dans le CSLP.



© ACDI/Bruce Paton

## CE QUE FAIT L'ACDI

L'ACDI concentrera son aide au cours des cinq prochaines années dans les secteurs suivants : **éducation, agriculture et développement rural, VIH/sida et gouvernance**. Ces secteurs ont été choisis en tenant compte de la politique de l'ACDI, des priorités du Mozambique, des travaux antérieurs de l'ACDI dans le pays et des activités d'autres donateurs.

### Éducation

Au moment de l'acquisition de l'indépendance, en 1975, le taux d'alphabétisation de la population mozambicaine n'atteignait que 7 %. En 1983, à la suite d'importantes

mesures de la part du gouvernement, le taux était passé à 28 %. La guerre interne qui a suivi, cependant, a entraîné la destruction de plus de la moitié des écoles et le décès de centaines d'enseignants et d'élèves. Bien que le gouvernement ait enregistré de réels gains pour ce qui est d'accroître l'accès à l'enseignement primaire, les statistiques révèlent qu'il reste encore beaucoup à faire :

- le taux de décrochage (32 % des filles et 48 % des garçons) et le taux de répétition (23 %) élevés au primaire, et le taux de réussite peu élevé au primaire (40 % de la 1<sup>re</sup> à la 5<sup>e</sup> année);

© ACDI/Bruce Paton



- un million d'enfants ne fréquentent pas l'école et près de 400 000 enfants sont orphelins du sida, la majorité n'étant pas inscrite à l'école primaire.

Le Canada reconnaît que le soutien à l'éducation est la plus importante mesure de lutte contre la pauvreté. L'avenir des enfants du Mozambique repose largement sur l'accès à un enseignement de qualité. Le soutien à l'éducation est, et demeurera, une pierre angulaire du partenariat de l'ACDI avec le Mozambique. Ce secteur accapare la moitié des ressources du programme bilatéral.

L'engagement du gouvernement du Mozambique pour son secteur de l'éducation est clairement exprimé dans le cadre du programme-pays et de sa stratégie globale sur l'éducation. Le Mozambique a aussi été désigné comme pays nécessitant une aide supplémentaire indispensable à l'atteinte des Objectifs de développement du millénaire en matière d'éducation, et ce, en se fondant sur les besoins du pays et du solide engagement dont il fait preuve.

Le Canada a contribué activement au secteur de l'éducation ces trois dernières années; il a établi un solide partenariat avec le ministère de l'Éducation du Mozambique et avec des intervenants clés non gouvernementaux dans

le pays. L'apport de l'ACDI correspond à la stratégie en matière d'éducation du Mozambique, dont les trois principaux objectifs sont les suivants :

- amélioration de la qualité de l'enseignement primaire;
- accroissement de l'accès à l'enseignement primaire;
- renforcement des capacités institutionnelles.



© CODE



© ACIDI/Bruce Paton

Le programme de l'ACDI révèle un équilibre entre l'aide aux programmes (par exemple le regroupement des contributions des donateurs dans un fonds commun) et l'aide à des projets plus traditionnels (par exemple les fonds accordés à des organisations et à des institutions non gouvernementales mozambicaines ou canadiennes pour répondre à des besoins).

L'ACDI accorde son soutien :

- au fonds commun dans le secteur de l'éducation;
- à la fourniture de matériel pédagogique, dont des manuels scolaires;

- à des programmes d'alphabétisation;
- à l'égalité entre les sexes dans l'enseignement;
- à des programmes scolaires de sensibilisation à la prévention du VIH/sida.

## Agriculture et développement rural

L'agriculture et le développement rural constituent l'un des six secteurs prioritaires du CSLP. Ils revêtent une importance déterminante pour le gouvernement et pour la population du Mozambique, et sont essentiels à la croissance économique à long terme et au développement durable du pays.

La pauvreté est profondément enracinée dans les régions rurales du Mozambique où vit 70 % de la population. Le revenu agricole est bien inférieur au revenu annuel moyen par habitant (210 \$US), qui est déjà l'un des moins élevés au monde. Le tiers de la population rurale éprouve de constantes difficultés à se nourrir. Les femmes sont extrêmement vulnérables, étant donné qu'elles ont très peu accès aux ressources et aux services essentiels. Les régions rurales sont très exposées aux inondations et aux sécheresses, lesquelles menacent régulièrement les modes de subsistance de la population.

Le potentiel agricole du pays est impressionnant : on évalue à 36 millions d'hectares la superficie de terres arables, dont 5 millions seulement sont cultivés. Au total, 98 % des terres cultivées sont gérées par 3,5 millions de ménages établis comme petits exploitants. Les exploitants agricoles mozambicains, surtout des femmes, peuvent produire une diversité de cultures, telles que maïs, coton, noix de cajou, sucre, thé, manioc, millet, sorgho, riz, fèves, graines de tournesol, graines de sésame, noix de coco, agrumes, papaye, mangue et ananas. Toutefois, la majorité des exploitants ne cultivent que certaines céréales et racines comestibles pour leur subsistance.

Parmi les obstacles à l'augmentation de la production et de la productivité agricoles, mentionnons l'utilisation prédominante du travail manuel, les conséquences de l'épidémie croissante du sida, le manque de crédit, l'absence d'information sur les marchés et le commerce agricoles, et l'accès restreint aux marchés.

Le secteur de l'agriculture et du développement rural au Mozambique est soumis à un vaste plan d'action sectoriel sur lequel repose également le fonds commun de donateurs. Les trois grandes priorités de ce plan sont les suivantes :



© Fondation Aga Khan/Jan-Luc Ray

- transformer le ministère de l'Agriculture en une institution moderne qui favorise les interventions du secteur public à l'appui du secteur agricole;
- augmenter la production et la productivité agricoles afin d'accroître le revenu et la sécurité alimentaire des ménages ruraux;
- protéger, conserver et développer de manière durable les ressources naturelles et en assurer l'accès à la population.

À ce jour, le Canada a participé à plusieurs initiatives, y compris :

- la formation des exploitants agricoles, surtout les femmes;

- l'amélioration des services financiers en milieu rural, surtout pour les femmes et les hommes démunis;
- la promotion de l'entrepreneuriat rural;
- l'amélioration de l'accès à l'eau potable;
- la promotion de la gestion durable des écosystèmes;
- le soutien à l'action antimines au Mozambique pour améliorer l'utilisation des terres que limite la présence réelle et perçue de mines.



© ACIDI/Bruce Paton

Pour les cinq prochaines années, le programme de l'ACDI mise sur les activités existantes et offre une approche équilibrée entre l'aide-programme et l'aide-projet. L'ACDI concentre avant tout ses efforts sur les initiatives suivantes :

- le soutien, avec d'autres donateurs, au fonds commun pour le secteur agricole;
- la promotion du développement rural, y compris l'approvisionnement en eau en milieu rural, l'agroforesterie et le soutien au microfinancement;
- des mesures pour aider dans l'immédiat les exploitants agricoles au niveau communautaire, l'accent étant mis sur les régions mal desservies comme Inhambane et le nord du pays.

## VIH/sida

La lutte contre le VIH/sida est désignée dans le CSLP comme un secteur d'intervention fondamental dans le domaine de la santé. Le but de la programmation de l'ACDI dans ce secteur est d'enrayer la propagation du VIH/sida au Mozambique et, ultérieurement, de renverser la tendance.

À la suite de l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre le VIH/sida, on a nommé un conseil national sur le sida,

présidé par le premier ministre du Mozambique. Il a pour mandat de coordonner l'approche multisectorielle visant à prévenir et à maîtriser l'épidémie, à piloter les initiatives non médicales du gouvernement et de la société civile, et à mettre en œuvre des budgets et des mécanismes de suivi.

La raison de la participation accrue aux programmes de prévention, de soutien et de traitement est évidente. On compte de 500 000 à 1 million d'orphelins du sida au Mozambique; d'ici 2012, 17 % des enseignants mourront du sida. Les femmes, surtout les jeunes filles, sont particulièrement vulnérables et affichent, à un âge précoce, des taux d'infection encore plus élevés.

Bien qu'ils se situent parmi les plus élevés au monde, les taux d'infection au VIH/sida au Mozambique (13 % au niveau national) sont relativement peu élevés par rapport au reste de l'Afrique australe. L'occasion s'offre donc de mieux circonscrire et de maîtriser l'épidémie. Sur le plan financier et sur le plan de la souffrance humaine, les conséquences d'une épidémie encore menaçante sont énormes.

Le problème du VIH/sida est complexe, et il n'existe pas de solutions faciles. Le Canada possède déjà beaucoup d'expérience en matière de prévention du VIH/sida et de



© ACIDI/Bruce Paton

soutien aux personnes atteintes, par l'intermédiaire du Programme de formation sur le sida en Afrique australe, lequel vise à soutenir et à accroître la capacité des collectivités de promouvoir la prévention du VIH/sida et le soutien nécessaire. L'expérience montre qu'il existe un certain nombre de facteurs qui contribuent à l'efficacité de la programmation :

- le leadership du gouvernement et de dirigeants influents au sein de la collectivité, surtout les personnes qui vivent avec le VIH/sida, afin de réduire la stigmatisation et de promouvoir la compréhension;
- une solide coordination entre les intervenants nationaux et internationaux;

- des programmes de prévention et de sensibilisation qui tiennent compte de la spécificité des sexes et qui visent les groupes vulnérables;
- l'engagement de la collectivité à aider les personnes atteintes, surtout les filles et les femmes;
- une participation à tous les niveaux de la société : familles, collectivités, églises, secteur privé;

- un meilleur accès aux services de santé et aux traitements en général, afin de lutter directement contre le VIH/sida et les infections opportunistes liées au VIH.

L'ACDI met en œuvre un programme sur le VIH/sida qui tient compte des besoins continus, dont la prévention, le soutien, les soins et les traitements. Le programme comporte notamment :

- une contribution au fonds commun du conseil national sur le sida avec d'autres donateurs;
- une contribution, avec d'autres donateurs, au fonds commun du ministère de la Santé;
- un soutien continu aux organisations communautaires par l'intermédiaire du Programme de formation sur le sida en Afrique australe et par le développement de modèles communautaires semblables aux régions mal desservies du Mozambique;
- l'intégration de la question du VIH/sida dans toutes les activités financées par l'ACDI, afin de favoriser la sensibilisation du public et d'atténuer les effets négatifs du VIH/sida dans des secteurs clés.



© ACDI/John Robinson

## Gouvernance

Il ne faut pas sous-estimer les risques que suscite le développement durable. Une mauvaise gouvernance pourrait sérieusement nuire à l'aide internationale au Mozambique et annuler les gains durement acquis ces dix dernières années. Toutefois, le rendement exceptionnel du Mozambique sur les plans de la gestion et de la réforme économiques l'emporte sur les défis majeurs que doit relever la gouvernance politique.

Les activités de l'ACDI dans le secteur de la gouvernance comportent :

- un projet pilote de soutien budgétaire pour aider à financer la mise en œuvre du CSLP et l'amélioration de la gouvernance, y compris la mise en place d'un nouveau système de gestion des dépenses publiques;
- l'Initiative sur les droits, la démocratie et la gouvernance, un fonds qui vise à appuyer les initiatives locales dans des domaines clés comme les droits de la personne, l'égalité entre les sexes, la lutte contre la corruption, les élections, le renforcement de la société civile, le développement des capacités du secteur public, et la réforme juridique et judiciaire.



© ACDI/Bruce Paton

## Intégration : égalité entre les sexes, lutte contre le VIH/sida, développement des capacités, environnement

Le Mozambique et le Canada reconnaissent l'incidence des questions de l'égalité entre les sexes, du VIH/sida, du développement des capacités et de l'environnement sur les projets de développement. C'est pourquoi ces quatre domaines seront intégrés dans toutes les activités de programmation et deviendront, par le fait même, des objectifs du cadre de programmation-pays.

**Égalité entre les sexes :** Dans son CSLP, le Mozambique tient compte des défis que pose l'égalité entre les sexes dans des secteurs d'intervention prioritaires comme l'éducation, la santé et l'agriculture. Il définit précisément comme enjeu prioritaire l'accès des femmes et des filles à l'éducation, aux services de santé, à la propriété foncière, aux services de vulgarisation, au crédit et au marché du travail. Le programme de l'ACDI au Mozambique a clairement abordé la question de l'égalité entre les sexes et continue de l'aborder dans le cadre de ses activités. Ses principes seront intégrés horizontalement et de manière plus explicite et proactive dans toutes les initiatives financées par l'ACDI.

**VIH/sida :** La question du VIH/sida recoupe toutes les questions de développement au Mozambique, principalement en raison de son incidence sur les ressources humaines. L'ACDI prendra des mesures directes pour s'assurer que ses initiatives d'aide tiennent compte de la question du VIH/sida.

**Développement des capacités :** Le manque de ressources humaines et de capacités institutionnelles constitue un obstacle majeur au développement au Mozambique, quels que soient le secteur, la région ou l'enjeu. Pour toute initiative de l'ACDI, on veillera à ce qu'il y ait en place les composantes

requis pour développer les capacités locales au sein du gouvernement et de la société civile.

**Environnement :** La qualité des ressources naturelles et l'accès équitable de la population à ces ressources sont des facteurs déterminants de la réussite des initiatives de réduction de la pauvreté. Par ailleurs, les catastrophes naturelles, surtout celles qui concernent l'eau (alternance entre sécheresses et inondations), menacent le développement au Mozambique. On prévoit que les changements climatiques viendront aggraver ces problèmes. C'est pourquoi le Mozambique a intégré les questions environnementales dans son CSLP. À l'appui du CSLP, l'Agence fera de même pour sa programmation au Mozambique.

Le cadre de programmation-pays pour le Mozambique 2004-2009 comporte un cadre d'examen du rendement, ainsi qu'une analyse de risques et une stratégie d'atténuation. Au cours des années à venir, l'ACDI et le gouvernement du Mozambique continueront de faire le suivi du programme de développement afin de cerner les problèmes, de mesurer le rendement et de garantir la pertinence des priorités définies dans le cadre de programmation-pays.